A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 230 - 1,50 € - Décembre 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

# La spirale infernale

**Semaine après semaine, la crise économique dans laquelle se débattent l'Europe en général et la France en particulier s'ingénie à démentir les prévisions et à déjouer les mesures de nos gouvernants. Si bien que, plus la crise dure, plus ils semblent dépassés par des événements qui les conduisent à se retrouver régulièrement cul par-dessus tête. Avant hier, la perte par l'Etat français de son fameux AAA était annoncée comme tout simplement impossible ; hier, on en entrevoyait la possibilité comme une catastrophe ; aujourd'hui, on déclare s'y préparer comme une simple épreuve supplémentaire sur le chemin de croix de la gestion de la crise.**

**La raison fondamentale en est connue des lecteurs d'*ACC*. La politique économique suivie par le gouvernement français, comme par la totalité des autres gouvernements européens, loin de préparer les conditions d'une sortie de la crise, ne fait que l'aggraver. Alors que tout un chacun sait bien qu'on ne sauve pas un asphyxié en l'étranglant, ces irresponsables qui nous gouvernent prétendent pourtant permettre à leurs Etats respectifs de réduire leurs déficits courants et leurs dettes à coup de politique d'austérité budgétaire et salariale, avec pour principal effet de contracter l'activité économique et de tarir les recettes fiscales. Plus fondamentalement, ce faisant, ils maintiennent, voire accentuent encore, le déséquilibre dans le partage de la richesse sociale en faveur du capital et au détriment du travail salarié qui est à la racine de l'aggravation de la crise structurelle du capitalisme depuis 2008.**

**Dans ces conditions, la voie à suivre pour commencer à sortir de cette crise se situe aux antipodes de la précédente. Nous en avons également déjà exposé les grandes lignes : moratoire du remboursement de la dette publique le temps de son audit, récusation de la part (majoritaire) de cette dette due aux « niches fiscales et sociales », nationalisations des banques qui menaceraient faillite de ce fait, alourdissement des prélèvements obligatoires sur le capital, les gros patrimoines et les hauts revenus, création d'emplois dans le secteur public, augmentation généralisée et dégressive des salaires, lancement d'une politique de grands travaux dans le but de la reconversion des secteurs de l'énergie, de la construction et des transports pour faire face à la crise écologique, etc. Le tout en entraînant sur cette voie d'autres pays européens autant que possible mais en n'hésitant pas à rompre avec l'Union Européenne si nécessaire.**

**Si la France perd son triple A**

**Autant dire que pour briser la spirale infernale dans laquelle les politiques actuelles nous enferment, il faudrait une mobilisation massive des travailleurs que viendrait éventuellement relayer une action gouvernementale d'autant plus résolue qu'elle serait encadrée et entraînée par cette mobilisation. En somme, bien plus et bien autre chose qu'une simple campagne électorale et que des manifestations d'« *indignation* » sur quelques places publiques.**

# Front uni ou mouvement politique ?

***Les 3èmes rencontres des luttes de l'immigration*** à Créteil les 25-27 novembre 2011 ont conclu provisoirement par deux options, mouvement politique et front uni, suite à l'appel du ***4ème Forum Social des Quartiers Populaires*** de St Denis les 11-12 novembre 2011 à créer un **Front Uni politique, autonome des quartiers populaires et des immigrations.**

Cinq militants des AES ont participé activement à ces deux rencontres. Nous défendons la nécessité d'un front uni, représentatif des quartiers populaires et des immigrations s'imposant dans les débats politiques proches pour dénoncer la sauvagerie du capitalisme financiarisé qui utilise racisme, islamophobie, insécurité, pour poursuivre le «saccage social» entrepris. Notre tâche est d'unir tous ceux qui y ont intérêt face à ceux qui veulent nous faire subir.

## S'unir ou subir(1)

«La mise en opposition, bien trop fréquente à gauche, entre les luttes dites «sociales» et les luttes spécifiques des populations discriminées est une impasse mortifère. Il s'agit en fait d'aspects d'une seule et même chose : **la lutte pour l'égalité**. C'est dans les quartiers populaires que la question de l'égalité se pose avec le plus d'acuité, que le chômage et la précarité atteignent les niveaux les plus élevés, que la misère et les difficultés de la vie quotidienne sont les obstacles les plus importants à la participation de toutes et de tous à la vie de la société. Ces quartiers sont aussi ceux où les violences policières, le racisme quotidien, les stigmatisations de tous ordres, viennent s'ajouter au délabrement urbain, à l'abandon scolaire, au démantèlement des services publics, à la précarité d'un avenir bouché. C'est là où l'exclusion sociale se redouble de l'exclusion politique la plus caractérisée; le taux d'abstention record qu'on y enregistre à chaque consultation électorale n'en est qu'un témoignage parmi d'autres.

Comment s'étonner que ces populations, et particulièrement les jeunes, restent à l'écart des combats politiques d'une gauche qui ne répond pas à leurs préoccupations ? Les renoncements successifs de celle-ci, au pouvoir comme dans l'opposition, ont à juste titre été vécus comme autant d'abandons. Loin de soutenir les revendications spécifiques des quartiers populaires, la gauche ajoute trop souvent sa voix au discours dominant de stigmatisation. Les militants qui agissent contre les violences policières sont laissés seuls à leurs combats. Le discours sécuritaire est devenu partie intégrante de celui de bien des responsables de la gauche institutionnelle; les mêmes mêlent également trop souvent leur voix à l'islamophobie ambiante et jamais ils ne se proposent de la combattre. Ce n'est pas avec de telles analyses que la gauche retrouvera le chemin des quartiers populaires qu'elle a désertés, ni n'établira avec leurs populations des relations de confiance et de travail en commun pour une véritable alternative. C'est au contraire en renouant avec ses combats pour l'égalité. L'égalité, l'égalité réelle, l'égalité de traitement par l'Etat, l'égalité de dignité dans les discours et dans les pratiques, l'égalité dans les organisations et dans les luttes, c'est ce que demandent les quartiers populaires. Et l'égalité ne se résume pas à une prétendue «égalité des chances», comme si la vie était un jeu de hasard. Bien des promesses ont été faites, qui n'ont jamais été tenues. La plus symbolique d'entre elles, dès 1981, avait été de donner aux résidents étrangers la pleine citoyenneté à travers le droit de vote.

Il ne s'agit pas de parler en termes généraux de «lutte contre les discriminations», sans jamais les nommer ni les analyser concrètement, sans jamais proposer concrètement de moyens pou y mettre fin. Les renoncements successifs, la défaite idéologique de la gauche, a rendu possible les dérives accentuées du pouvoir en place, du ministère de l'identité nationale aux provocations racistes de quelque ministre de l'intérieur. Plus rien ne sépare aujourd'hui le discours de la droite classique de celui du Front National : il ne se joue entre eux qu'une surenchère dramatique sur le dos des immigrés, de leurs enfants et de leurs petits enfants, à qui l'on enjoint de «s'intégrer» à une société dont ils sont pourtant déjà partie prenante, et qui les rejette. Quand elle ne se joint pas à ce chœur, la gauche reste muette. Le recul de la résignation politique très forte dans ces quartiers ne pourra résulter d'une simple volonté d'associer leurs habitants à un programme politique et social qu'on leur demanderait d'amender. Il passe par la co-construction des luttes et des projets alternatifs avec et à partir de toutes celles et ceux qui y vivent et y agissent d'ores et déjà»(2).

Dès l'ouverture du FSQP, il a été affirmé qu'étaient mal venus les partis politiques qui auraient l'intention de se servir de ce mouvement car seuls les habitants des quartiers sont les plus à même de maîtriser leur destin. «Nous devons nous battre pour l'amélioration de nos conditions de vie et pour l'avenir de nos enfants tout en évitant de tomber dans le piège tendu par nos dirigeants incompétents qui voudraient nous réduire à notre dimension religieuse ou ethnique pour mieux détruire notre place et notre rôle de citoyens égaux avec les autres. Nous devons accompagner les habitants de nos quartiers et donner de la visibilité à leurs revendications et leurs luttes, obtenir les transformations nécessaires et éviter encore des explosions de violences qui seront réprimées de plus en plus violemment par le pouvoir qui se fascise en temps de crise. Il nous faut faire converger nos efforts pour notre existence et notre combat politique, seuls garants de notre dignité et de nos droits… L'autonomie des luttes, la responsabilité de nous-mêmes et de nos proches sont les premiers pas de ce chemin que nous tracerons»(3).

Forts des débats et des témoignages, allant des luttes du *Mouvement des Travailleurs Arabes*, en passant par celles du *Comité contre la double peine*, ou encore celles des habitants

dans leurs quartiers, celle du *Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri* …, les 200/300 présents, réunis en AG, ont affirmé la nécessité d'une dynamique de convergence des initiatives avec la 3ème rencontre nationale des luttes de l'immigration se déroulant les 25-27 novembre, et ont acté ***«la création d'un Front Uni politique, autonome, des quartiers populaires et des immigrations pour défendre les intérêts et les droits moraux, civiques, matériels, culturels, sociaux, économiques et politiques des habitantes et des habitants qui y vivent. Ce mouvement politique n'a pas vocation à remplacer les associations et les organisations existantes mais d'être l'expression politique de notre identité commune»***.

## Concrétiser la dynamique de convergence

Dédiées à Frantz Fanon, ***les 3èmes rencontres nationales des luttes de l'immigration***, ont permis à une quarantaine d'associations de débattre sur l'impérialisme, les révolutions arabes et africaines, sur la mémoire du crime d'Etat du 17 octobre 1961, sur les crimes racistes, les luttes des femmes, les Chibanis, l'islamophobie… La dernière journée était consacrée à la création du Front Uni.

Tous partageaient l'absolue nécessité d'un mouvement commun, conscients de nos héritages, de l'ampleur de la tâche et de nos responsabilités pour réussir à construire une dynamique. Tous s'accordaient sur les revendications à porter ensemble : droit de vote des étrangers, mobilisations contre les crimes racistes, droits des Chibanis, abrogation de la loi du 23 février 2005, fin de la chasse aux faciès, etc… Pour autant, malgré la pugnacité d'un certain nombre de militants, dont Saïd Bouamama, au milieu de débats très houleux et passionnés, il a fallu se résigner à accepter la division **entre ceux qui pensent que les élections sont le chemin** pour être visibles et veulent créer un mouvement politique (pour être présents dans les échéances électorales futures) et **les autres (dont nous sommes, AES) qui sont persuadés que la seule voie est le travail à la base, pour forger des militants aguerris et inébranlables**, un ancrage local se renforçant nationalement par des liens réguliers, des actions nationales nous rendant visibles, **permettant de constituer, en marchant, et solidement, un front uni, politique, autonome.** En effet, sur quel projet politique de société, aller à la bataille politicienne dans des élections du système institutionnel antidémocratique que nous dénonçons ? Il nous semble que cette option est «risquée» car elle peut permettre toutes les alliances, récupérations et compromissions si le projet politique et social entre nous n'est pas solidement partagé.

C'est dans un consensus général houleux que la déclaration suivante a été adoptée :

***Depuis des décennies, nos quartiers populaires sont paupérisés, précarisés, discriminés, surveillés, contrôlés. Depuis des décennies, les habitant(e)s des quartiers populaires et les populations issues des immigrations sont injuriés, humiliés, méprisés, institués comme ennemi de l'intérieur.***

***Mais, qu'on ne se trompe pas, nous sommes exploité(e)s mais non soumis(e)s, opprimé(e)s, mais non résigné(e)s, dominé(e)s mais non dompté(e)s. Des résistances existent, mais sont éparpillées, les mobilisations sont multiples mais invisibles, les combats ne sont pas nouveaux mais insuffisants à changer réellement le rapport de force.***

***Cette situation catastrophique de nos quartiers populaires est, nous le savons, liée à notre absence d'auto-organisation coordonnée pour nos quartiers populaires, visible au niveau national, capable de produire le rapport de forces sans lequel rien ne peut changer. Elle est liée à la confiscation de notre parole par les organisations et partis politiques qui ne connaissent rien de notre situation, qui la travestissent, l'instrumentalisent, l'euphémisent.***

***Pour toutes ces raisons, les présent(e)s à l'assemblée s'entendent sur la nécessité du passage au politique pour :***

***- Peser sur le rapport de forces, par des mobilisations militantes communes sur l'ensemble du territoire,***

***- Dénoncer et démasquer de manière commune toutes les attaques et tentatives de récupération de notre situation et de notre combat,***

***- Etre présents pendant les prochaines campagnes électorales,***

***- Préparer les prochaines étapes de notre construction politique.***

***Pour assurer cette nécessité du passage au politique, les débats ont débouché sur deux options :***

***- La création immédiate d'un mouvement politique, susceptible de représenter les intérêts des quartiers populaires et des immigrations. Pour les partisans de cette option, la situation d'urgence justifie ce passage (première réunion le 17.12.2011 à Créteil)***

***- La fondation d'un Front uni des Immigrations et des Quartiers Populaires qui n'a pas vocation à remplacer les organisations existantes mais d'être l'expression politique de notre expression commune (1ère réunion le 18.12.2011 à Ivry sur Seine)***

Les AES participeront à la constitution du Front uni, politique, autonome. Nous sommes certains que ces deux rencontres des quartiers populaires et des luttes de l'immigration, au-delà des relations chaleureuses, des témoignages militants forts et des volontés d'être, là où nous vivons, acteurs de la transformation sociale, ont été un **acte important de l'histoire du mouvement des luttes de l'immigration**, à l'heure des politiques néocoloniales qui se poursuivent et surtout au moment où les peuples arabes, et ailleurs dans le monde, non seulement s'indignent, mais se révoltent en exigeant la démocratie réelle. «Il y a trois dimensions dans l'unité à construire entre nous : la conscience des intérêts communs liés à la commune domination, la conscience d'un destin commun à s'émanciper compte tenu du rapport de forces à constituer, la conscience du nécessaire pas à pas, par l'action et la solidarité concrètes»[4].

**Odile Mangeot**

Pour en savoir plus :
http://luttesdelimmigration.org

*1) Tel était le thème du Forum Social des Quartiers Populaires 2011. Créé en 2007, au lendemain des révoltes urbaines de novembre 2005, le FSQP rassemble des associations locales diverses, agissant dans les quartiers (très présents en Ile de France, Lyon, Grenoble, Lille, Montpellier, Marseille, Toulouse, etc.) : MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), Divercité à Lyon, Tactikcollectif et Motivé-e-s à Toulouse, Collectif des Musulmans de France, Justice pour le Petit Bard (Montpellier), Collectif de femmes «Quelques-unes d'entre nous» (Blanc Mesnil), Emergence, Parti des Indigènes de la République, la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Quartiers Nord-Quartiers Forts (Marseille), AJC REVé Agir pour la Justice, contre le racisme, l'exclusion et la violence, Collectif des Chibanis (PACA), AC le Feu (Clichy sous Bois), Bouge qui Bouge, ATMF (Association des Tunisiens et Marocains de France), la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI), …*

*2) Farid Bennaï – FSQP Ile de France*

*3) Abdelaziz Chaambi FSQP Rhône/Alpes*

*4) 4) Saïd Bouamama s'inspirant de Frantz Fanon*

# Voter est-il encore utile ?

**La démocratie, autrement dit l'expression de la volonté populaire, peut-elle se réduire à l'exercice du vote ? Poser cette question, indépendamment des conditions concrètes et institutionnelles et des possibilités de traduction réelle des aspirations à se dégager de l'emprise de l'idéologie dominante et des forces politiques qui la matérialisent, est un non sens.**

**L'hégémonie des classes dominantes n'est pas une réalité abstraite, elle s'inscrit dans la matérialité d'organes (les médias…), d'institutions (la 5ème République…) et de partis dits représentatifs qui sont autant d'obstacles à l'émergence d'un pouvoir populaire. Sans verser dans le nihilisme (élections, pièges à cons) ou dans la vision anarcho-syndicaliste (recours à la grève générale), je voudrais, ici, dans la conjoncture actuelle, signaler des raisons pour lesquelles le vote n'est pas utile. Ce qui ne signifie pas, compte tenu de l'état de désappointement, de désorganisation des classes ouvrières et populaires que l'appel à l'abstention possèderait une quelconque vertu. Ce qui est en revanche certain, c'est que le recours rituel à des élections, sans l'émergence et l'enracinement d'une force de transformation sociale, ne permet même pas de mesurer, si peu que ce soit, le degré d'évolution des rapports de forces sociales. Dans ce jeu de la représentation, les dés sont pipés, les décisions se prennent ailleurs que dans les cercles d'élus, le changement de majorité est l'enjeu de toutes les démagogies trompeuses et, en définitive, le système de la 5ème République ne fait que renforcer le caractère antidémocratique des élections telles qu'elles se pratiquent en système capitaliste. Cette constatation est encore plus vraie pour des régimes, comme celui des Etats-Unis, où le rôle du financement des partis est encore plus prégnant que chez nous. Mais, c'est là une autre dimension qui élargirait notre débat et où il faudrait évoquer la réalité hexagonale de la «République des mallettes»(1) et des modes de financements occultes, affairistes et néocoloniaux de la 5ème République.**

## Les véritables décisions se prennent ailleurs …

Avec la construction de l'Europe libérale, encore plus qu'avant, les décisions qui engagent les pays sont prises en dehors des parlements nationaux. L'essentiel des mesures ne sont que des transpositions de directives européennes. La dépendance de la BCE, assujettie aux desiderata de l'oligarchie financière, prive les pouvoirs nationaux d'une politique monétaire indépendante. Si une majorité parlementaire exprimait la volonté de se soustraire à cette servitude, elle se heurterait immédiatement à des effets de rétorsions préjudiciables pour elle(2). Surmonter de telles difficultés suppose, non seulement un appui populaire sans faille, mais un degré de mobilisation entraînant d'autres peuples européens dans la rupture avec le système institutionnel. Nous sommes très éloignés de ce possible. Le moment actuel est plutôt marqué, malgré la crise, ou à cause d'elle, par le renforcement direct du pouvoir de l'oligarchie financière transnationale. Il y eut référendum sur le Traité Constitutionnel Européen où il n'a pas été tenu compte du vote des électeurs, puisqu'en définitive, droite et gauche l'ont approuvé sous la forme, à peine édulcorée, du Traité de Lisbonne. Cet épisode tendait déjà à prouver que le peuple devait s'exprimer comme le souhaitaient les forces dominantes. A défaut, sa prétendue arriération, ou ses archaïsmes étaient renvoyés à des défauts de communication pédagogique des représentants des partis dominants. Ces derniers étaient en quelque sorte appelés à mieux entretenir leur capital électoral défaillant, ou mieux, à agir sans le consulter. Ce qui fut fait au moyen du vote du Congrès rassemblant députés et sénateurs… Mais, les derniers épisodes de la crise des dettes dites souveraines, qui sont en fait des dettes d'asservissement des peuples, tendent à prouver que **le recours aux jeux politiciens n'est même plus de mise**. En imposant des bancocrates à la tête des Etats grec et italien, l'oligarchie financière a démontré son impatience. Que Papademos et Mario Monti soient aussi vite imposés et intronisés par les clans de droite et de gauche, qui se disputent les places, suggère que **des coups d'Etat soft se sont réalisés** avec l'assentiment des politiciens. L'installation de ces «juntes civiles»(3) dont le but est d'imposer, rapidement et sans sourciller, les mesures de régression sociale préconisées par la troïka (UE, FMI, BCE), signale qu'une nouvelle étape a été franchie. L'expression par le vote n'interviendra qu'après coup, les politiciens roués pourront toujours faire valoir alors leur réticence, par rapport au choc subi par les populations. Le thermomètre électoral mesurera le degré d'amertume et de soumission, à moins que des mouvements sociaux offensifs n'expriment une autre légalité en instituant d'autres organes de pouvoir. Si tel n'est pas le cas, le jeu truqué de l'alternance permettra au régime de perdurer.

## Les élections, occasion de toutes les démagogies ?

Le jeu électoral est non seulement truqué par le recours aux financements occultes(4) et le poids de l'idéologie dominante diffusée par les médias, il est, surtout, au moment où il s'exerce, un amplificateur de démagogie polarisant artificiellement les clans politiciens en concurrence. Sans qu'il soit besoin de trouver de cohérence dans les propos tenus, car il s'agit à la fois de rassurer et d'agiter des peurs malsaines : *travailler plus pour gagner plus* contre l'amélioration des conditions de vie et de travail, agiter l'épouvantail islamiste pour rallier les partisans d'une laïcité fantasmée, brandir la diversité ethnique, multiculturelle, et l'égalité des chances contre l'égalité réelle, brandir la peur du fascisme pour rallier les hésitants aux tenants de la droite néolibérale, hisser le drapeau du volontarisme contre la *France avachie* de Chirac … On pourrait ainsi multiplier les exemples qui, faisant fi de présentations de programmes argumentés, se fondent essentiellement sur des études d'opinion : les sondages semblent permettre l'accès ou le maintien au pouvoir de tel ou tel clan néolibéral en manipulant les ressentis du corps électoral, divisé en part de marchés à conquérir.

Cette **perversion de la lutte des idées** est facilitée par les contraintes institutionnelles imposées par le régime de la 5ème République et les modifications qu'il a connu, ainsi que par la structure et la nature des partis dominant l'échiquier électoral.

La présidentialisation du régime plébiscitant un homme d'un clan par rapport à un autre, la personnalisation du combat des chefs accentuée jusqu'à la caricature, la lutte des ego, en définitive, ramènent les choix à opérer au plan psychologique : faut-il un homme *normal* ou un *agité*, un *capitaine de pédalo* ou un *fier à bras* qui brave les tempêtes … à la tête de l'Etat ? La victoire ou la défaite de tel ou tel protagoniste au 2ème tour des présidentielles suscite ensuite **les réflexes immédiats de ralliements** : c'est du moins ce qu'espèrent les partisans de l'UMP et du Parti Solferino de gouvernement. La réforme jospinienne - raccourcissement

du mandat présidentiel à 5 ans, suivi immédiatement des législatives - n'avait pas d'autre but. Ainsi, le duel du 1er tour de l'élection présidentielle, après avoir distingué les partis, incite dès le 2ème tour et aux élections suivantes, aux ralliements pour se partager les places et les maroquins. Bien évidemment, le scrutin majoritaire à deux tours fait disparaître tout état d'âme et range dans le hangar des produits usagés les distinctions les plus criantes. Il suffit de penser à l'exemple des écolos et à leur timide programme antinucléaire pour subodorer ce qu'il en adviendra an mai 2012 !

En outre, la nature antidémocratique des partis de gouvernement, leur hiérarchisation, la confiscation des responsabilités par les énarques, les experts et autres apparatchiks, sous-tendent toutes les dérives autocratiques. Que l'on pense à tous les parachutages contraignant les leaders locaux à en rabattre sur leurs ambitions s'ils ne font pas allégeance. Pour se convaincre que la démocratie, telle qu'elle existe, est un jeu de dupes, il n'est pas suffisant de s'en remettre au «bon sens» populaire qui refuse de plus en plus à participer à cette mascarade. En effet, l'abstention qui gagne n'est pas uniquement un signe de désaffection vis-à-vis des partis dominants. Il est également la marque d'une profonde apathie : la résignation des perdants qui se sentent hors jeu, sachant qu'ils ne comptent plus, incapables de se regrouper pour peser. Si tel n'était pas le cas, des protestations de masse auraient lieu, et malgré leurs insuffisances, les partis dits anticapitalistes en seraient revigorés. Il est vrai que leurs divisions ésotériques ne prêchent pas en leur faveur. Ce qui leur manque surtout pour les dépasser, c'est un enracinement social qu'ils s'interdisent de fait, en dépensant toutes leurs énergies à tenter de casser le plafond de verre médiatique, en se présentant dans les arènes électorales. A ce jeu-là ils sont d'avance perdants car tout dépend, en définitive, de la prise de conscience active de *ceux d'en* bas qui pourraient leur conférer une force qu'ils n'ont pas.

Pour être plus concret, par rapport à la conjoncture présente, on peut, au demeurant, sans trop se hasarder, faire quelques pronostics sur les résultats des élections à venir.

## Des élections prochaines, pour que rien ne change ?

**Un Sarko discrédité**, mais qui bat les estrades internationales, tend à prouver qu'il agit pour une **sortie de crise aléatoire.** Un **clan UMP** qui, malgré ses divisions, reste, comme des wagons, uni derrière cette locomotive, espérant la reconduite de maroquins juteux. Des prétendants à la succession qui, tels Villepin, Borloo, sont jetés aux oubliettes ou marginalisés, comme Morin, l'ex-ministre de la Défense, ne sont plus en capacité d'exercer le leadership de la Droite.

Quand aux ***Hollandais*** et aux ralliés de la dernière heure, ils surfent sur le mécontentement général sans l'apport d'une politique réellement différente, sinon à la marge sociétale (vote des étrangers aux municipales sans qu'ils puissent occuper quelque poste de responsabilité) ou des mesurettes sans conséquence (diminution quelque peu restreinte du nombre de fonctionnaires). **Quant à l'essentiel**, l'annulation de la dette, la socialisation des banques, bref, **la mise au pas de la finance**, **il n'en est pas question.** Ils font de la surenchère, vis-à-vis de Sarko, dans la rigueur budgétaire. Ces *pères la vertu* vont même au devant des espérances du marché, en proposant la mutualisation des dettes européennes et une intervention plus vive de la BCE pour racheter les emprunts d'Etat insolvables. Ils se gardent bien de dire que ce sont les peuples qui en seront floués.

Dans la campagne présidentielle à venir, **les écolos** joueront au 1er tour les ***mouches du coche*** avant de se coucher. De même, **Bayrou ira à Canossa(5)** pour mieux marchander son capital électoral à Droite, voire à Gauche, pour quelque(s) poste(s) ministériel(s).

Même s'il fait 10 % au 1er tour, le **Front de Gauche** appellera à **soutenir Hollande au 2ème tour** car il y va de la survie des appareils PC et PG, en vue d'obtenir des élus aux législatives qui suivront.

**Les seules inconnues** ce ne sont pas les scores dérisoires de ladite extrême Gauche divisée, mais ceux de **la Le Pen** et de l'importance de **l'abstention**. Quoi de mieux, pour réveiller le sens civique de ceux qui n'y croient plus, dès lors que le duel se réduit à la confrontation entre un candidat proclamé républicain et une populiste raciste et nationaliste, que d'appeler à faire barrage au fascisme ? Par un 21 avril 2002 à l'envers, remake du combat Chirac/Le Pen conférant 70 à 80% de votes en faveur du candidat dit républicain, l'hégémonie de l'oligarchie capitaliste et financière serait provisoirement confortée pour mieux faire appliquer les mesures de régression sociale nécessaires au renflouement des créanciers.

Cette pantomime ne peut être troublée que par **l'irruption**, en plein représentation électorale, de **mouvements de masse revendicatifs radicaux**. Bien évidemment, toutes les forces politiques qui prospèrent dans ce système de **démocrature dirigée** s'y opposeraient, y compris les directions syndicales.

Est-ce dire qu'il faille dans la conjoncture actuelle **appeler à l'abstention ?** La réponse, malgré tous les arguments avancés, **est négative**. Etre compris par les classes populaires signifie qu'elles aient accumulé suffisamment d'expérience pour refuser d'être bernées une fois encore. Or, ça ne me semble pas être le cas. A moins qu'un réveil s'impose, au vu des mesures draconiennes prises à leur encontre… qui ne seront d'ailleurs mises en œuvre qu'après les élections… A moins que les bancocrates, brasseurs d'affaires et spéculateurs s'impatientent de l'inertie des dirigeants européens et fassent monter les taux d'intérêt des emprunts qu'ils sont appelés à consentir. On l'aura compris, bien des incertitudes demeurent. En l'occurrence, le mouvement réel de confrontation des exigences des marchés face à la possible résistance de lutte des classes est le nœud de l'affaire.

Les politiques de régression sociale, lorsqu'elles feront sentir tous leurs effets néfastes comme en Grèce, dessineront une autre séquence. Si le peuple, dans ses diverses composantes, s'oppose et met en cause le pouvoir, s'il se dote d'organisations acquises à la transformation sociale et d'institutions qui lui soient propres, la lutte politique changera de nature. L'hégémonie des classes dominantes serait dès lors remise en cause ou, pour le moins, frontalement contestée. De telles hypothèses suggèrent l'accumulation d'expériences qui puissent réduire à la portion congrue l'influence du Parti Solferino, et renforcer du même coup, l'autonomie des organisations ouvrières et populaires. Nous n'en sommes pas là et, par conséquent, dans la conjoncture présente, les appels à voter semblent dérisoires, tout comme ceux appelant à l'abstention ou à la grève générale semblent incantatoires: le mûrissement de la mobilisation de masse n'en dépend pas.

**Gérard Deneux**

*1) Titre du livre de Pierre Péan paru chez Fayard «La République des mallettes. Enquête sur la principauté française de non-droit» qui traduit le caractère maffieux des clans politiques qui se disputent le pouvoir à l'ombre de l'oligarchie financière et des grands groupes capitalistes.*

*2) Pour exemple, la simple idée de référendum de Papandréou.*

*3) Expression de Serge Halimi - dans son édito le Monde Diplomatique – décembre 2011.*

*4)* Cf «*la République des mallettes*» citée plus haut.

*5) Aller à Canossa : faire amende honorable, s'humilier. Fait référence au village d'Italie où Henri IV vint, en tenue de pénitent, implorer pardon auprès du Pape.*

# Bougie ou lampe à huile ?

**C'est bien là le dilemme devant lequel Tsarkotomic et le corps des nucléocrates voudraient amener les consommateurs d'électricité dont, rappelons-le, plus de 60% souhaitent la sortie du nucléaire. Car, n'est-ce-pas, hors l'industrie de l'atome, point de salut: ce sera l'obscurité ou la bougie ou la lampe à huile "ante christum".**

En fait d'obscurité à venir, on est depuis pas mal de temps confronté à l'obscurantisme le plus noir. Un obscurantisme imposé par les partisans de l'atome qui en ont fait une véritable idéologie enchâssée dans des oeillères qui

les ont isolés des citoyens, de leurs craintes et de leurs aspirations. Nous les scientifiques (Les ingénieurs des Mines), nous les multinationales du commerce (AREVA, EDF), nous les politiciens-relais décideurs détenons la Vérité. Qu'il s'agisse de la lutte contre l'effet de serre, qu'il s'agisse de l'indépendance énergétique, du prix de revient du kwh, de l'emploi ou de la sécurité, nous sommes dans le vrai. Et bien sûr honni soit qui mal y pense !

Justement que peuvent bien penser de l'assurance-arrogance française les Allemands qui, au lendemain de Fukushima, mettaient définitivement à l'arrêt leurs sept plus vieilles centrales avec l'engagement d'abandonner le nucléaire d'ici 2022, ou les Suisses qui ont engagé les pieds dans le rétropédalage sur la même question, ou encore nos voisins italiens qui, par referendum il y a quelques mois ont mis hors de combat l'inénarrable Berlusconi qui voulait revenir sur une décision antérieure de sortie du nucléaire prise déjà par referendum?[1] Et que dire des critiques acerbes et de l'humeur amère frisant l'insolence des certitudes françaises contrariées devant la décision d'A.Merkel ? Relevons quelques unes de ces fleurs épineuses : décision "irréaliste", "précipitée", "hypocrite", prise sans concertation", "purement politique" (Lauvergeon). Quant à Tsarkotomic, il ne perd pas une occasion de rappeler son rôle de VRP : "on sera candidat pour leur vendre de l'électricité". N'a-t-on pas dit à ce rancunier que depuis 2004 l'Allemagne exporte en France plus d'électricité qu'elle n'en importe (solde net de 6,7 térawatth. En 2010) ? L'objectif allemand est de remplacer l'atome par l'éolien, le solaire et devenir le champion mondial de l'énergie verte - tout en reconnaissant qu'il faudra encore passer par le charbon et le gaz jusque là - et ainsi entrer dans une nouvelle "révolution industrielle" (Klaus Topfer, ministre de l'environnement de l'ancien chancelier Helmut Khol) saluée comme "projet du siècle" par Siemens, l'ex associé de Framatome, qui a annoncé le 18 septembre son retrait du nucléaire pour se consacrer au solaire et à l'éolien. Alors que dans le cadre de cette réorientation énergétique les Allemands s'engagent à réduire leur consommation électrique de 10% en 2022, EDF ne souffle mot d'une d'une quelconque réduction. Et pour cause : n'est-elle pas pour le chauffage électrique dans les nouvelles constructions ? N'a-t-elle pas fait le lobbying nécessaire à cette fin, déjà du temps de Mitterrand ?

## Quand la campagne pré-présidentielle s'en mêle

Osons un parallèle. Dans l'économie capitaliste mondialisée en crise depuis pas mal de temps délà, pour satisfaire les cupidités financières, on a vu apparaître et s'affirmer de plus en plus les agences de notation avec la prétention de faire la pluie et le beau temps sur la dette des Etats. Ou je te baisse ta note, et adieu les prêts à bas taux, ou tu mets en chantier un plan drastique de réduction de cette dette - sur le dos du peuple bien évidemment. Ça ne suffit pas ? On change de gouvernement (Grèce, Italie pour l'instant) et on y fait entrer à la pole position un "expert", un technocrate-banquier de préférence déjà connu pour ses faits d'arme antérieurs. Il y a là intrusion dans la souveraineté de l'Etat. Quid dès lors de la démocratie, même bourgeoise ?

Revenons au devenir du nucléaire français maintenant. Pour contrer le programme Hollande, pourtant scandaleusement anodin sur ce terrain, on a assisté, ébahi, tant la démesure était grande, au passage du rouleau compresseur des nucléocrates (Proglio, Oursel en tête), relayés par l'UMP (Copé) répondant aux ordres de Tsarkotomic pour écraser l'accord PS/EELV. Ainsi l'application des promesses PS: fermeture de Fessenheim, réduction de 75% à 50% de la production d'électricité d'origine nucléaire, conduirait à la perte d'un million d'emplois. L'invraisemblance fut telle que même Lauvergeon, l'ex PDG d'AREVA, ne put s'empêcher d'accuser Proglio, l'auteur de cette sentence, "d'avoir fumé la moquette", affirmant que d'après ses propres calculs, cette perte, étalée dans le temps, ne dépasserait pas les 400 à 450000 postes, directs et induits. A aucun moment d'ailleurs, ni l'un ni l'autre n'ont envisagé la création d'emploi dans les énergies alternatives qui se développeraient parallèlement à la sortie étalée du nucléaire. Quant à Oursel, il a fait donner la charge par son directeur des affaires publiques, J.Gérault - il fut directeur de cabinet de Sarko quand celui-ci était ministre de l'Intérieur - lequel a fait pression par téléphone, au soir de l'accord PS/EELV ,sur le député-maire de Cherbourg, B.Cazeneuve, porte-parole de la campagne de Hollande, l'avertissant des "conséquences graves pour l'emploi" si la filière Mox était supprimée. On connaît la suite : la rocambolesque disparition du texte de la référence au Mox, et, après polémique, sa réapparition sous une autre écriture, tout comme l'ambiguité du devenir de Bure, qui permet de sauvegarder La Hague et son usine de retraitement.

Je n'insisterai pas sur la campagne d'affichage UMP sur la même question, lancée fin novembre, bourrée de contre-vérités et d'affabulations, notamment sur l'emploi et le coût[2] du kwh. Cela relève de la mauvaise foi et de la même intox.

Ce genre de "jeux" politiciens ne sert qu'à escamoter les véritables enjeux. La pseudo bataille qui a cours en cette fin d'année entre polichinelles de la politique, de droite comme de gauche - avec le reniement calculé, donc pas trop explicite, des écolo-portunistes au travers de l'accord avec le PS - ne peut conduire dans les faits qu'à la prolongation pour des dizaines d'années d'une industrie énergétique mortifère et extrêmement coûteuse.

Dans le premier cas, le risque d'accidents à la Tchernobyl ou à la Fukushima reste plus que jamais réel, les milliers de tonnes de déchets radioactifs que le lobby voudrait faire oublier en les enterrant à 500 mètres sous terre (Bure et autres lieux car le premier cimetière ne suffira pas si perdure cette industrie) s'accumulent, la pollution environnementale par rejets toxiques en mer ou dans l'air (notamment à La Hague) est régulièrement dénoncée, sans effet jusqu'à maintenant. Tout comme sont dénoncés les multiples transports par route ou par rail sillonnant l'hexagone, chargés de matières contaminées destinées au retraitement à La Hague, ou qui en sortent pour rejoindre leur lieu d'origine.

Pour le second, quelques chiffres. La construction de 50 EPR devant remplacer progressivement les vieilles centrales usées dont EDF veut la prolongation du fonctionnement pour des raisons financières, est estimée à 200 milliards d'euros d'ici 2050. La poubelle souterraine de Bure coûtera 35 milliards. Le coût du démantèlement des centrales en fin de vie est tenu masqué tant il atteint des sommets inimaginables, ce qui a conduit AREVA et EDF à considérer qu'il suffisait de provisionner 15% du prix de construction. Tromperie ! Le démantèlement en cours de celle de Brennilis (Bretagne) devrait, selon cette règle, revenir à 19,4 millions d'euros. Or,selon un rapport de la Cour des Comptes de 2005, il a déjà atteint 480 millions, et nous sommes en 2011...

Bref, que des défenseurs de l'environnement s'allient, pour de mesquines sinécures (combien de sièges à l'Assemblée ?) à des partisans qui ont révélé au grand jour leur vrai visage en face de ce type d'industrie ne laisse pas présager une sortie, même rampante, du nucléaire. Ce n'est donc pas sur la perspective d'une éventuelle alternance présidentielle et gouvernementale qu'il faut compter.

## Alors, que faire ?

Il faut garder à l'esprit que la sortie du nucléaire doit s'accompagner de deux décisions nécessaires : la réduction de la consommation d'énergie et le développement de l'énergie verte. Dans le premier cas sont en cause surtout le chauffage et les transports. Si d'ici 2022 les Allemands envisagent une baisse de 10%, rien n'empêche la France de suivre la même voie, si ce n'est l'absence de volonté politique. Dans le deuxième cas, un effort sérieux doit être entrepris pour rattraper le retard sur d'autres pays européens.

Divers scenarii ont déjà été avancés. Celui de l'Institut Négawatt. Elaboré en 2003, il vient d'être actualisé dans un ouvrage *«Manifeste Négawatt»* (Nov. 2011, Actes Sud). Ce scénario envisage une sortie définitive d'ici vingt ans, tout en respectant les directives européennes de réduction de rejet carboné. Ceci

en plusieurs étapes. D'abord en décidant de ne pas renouveler le parc nucléaire et en gelant l'EPR. Ensuite en établissant un calendrier de fermeture des centrales non seulement à cause de leur âge, mais aussi en fonction de leur capacité de résistance aux séismes, tsunamis, inondation ou à tout accident technique. Serait pris en compte également le plan de retraite du personnel. Ainsi la dernière centrale fermerait en 2033. Doit venir ensuite une forte campagne de diminution de la consommation énergétique tant individuelle que collective. Parallèlement le scénario prévoit le recours massif aux énergies renouvelables, rappelant que l'électricité d'origine nucléaire ne représente que 17% de la totalité de l'énergie consommée.

Un autre schéma de sortie a été proposé par le réseau Sortir du Nucléaire (RSN) selon lequel on pouvait trouver une solution alternative en cinq ou dix ans. Les seules économies d'énergie pourraient permettre la fermeture de 16 centrales en cinq ans. En même temps éoliennes et centrales hydroélectriques compenseraient partiellement le déficit d'électricité dû à cette fermeture. Et temporairement des centrales au gaz remplaceraient les centrales fermées.

Ces scenarii succinctement présentés ici ne sont peut-être pas la panacée. Mais ils ont au moins le mérite d'exister et peuvent rapidement être mis en œuvre. En tout cas c'est autre chose que la position de l'ex-candidat aux primaires des Verts, N. Hulot qui, en juin dernier, déclarait «envisager» une sortie de l'atome «en quelques décennies», tout en se gardant de toute «précipitation». Un superbe flou digne de cet artiste,capable de plaire à l'opportuniste Besson !

## Utopie ?

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de renverser la vapeur sans un combat permanent de la part des antinucléaires et de leurs groupes, associations qui peuvent s'appuyer sur le fait qu'une majorité de personnes souhaitent qu'on abandonne la filière. Il faut sans relâche dénoncer l'insécurité (accidents, irradiations, pollution (fuites radioactives) qu'induit cette industrie. Inlassablement, soulever les mensonges, les silences, le côté militaire (le fameux «secret défense») qui l'entourent, laissant les populations dans l'ignorance, au mieux dans l'interrogation et l'incertitude. Marteler jour après jour le coût exorbitant de ce type de production énergétique depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement des centrales usées. Insister sur le fait qu'une croissance indéfinie n'est pas possible sans mettre en danger l'humanité et les écosystèmes. Ne plus laisser les jeux politiciens favoriser les intérêts d'une minorité contre ceux de la majorité soumise à l'exploitation et se réapproprier localement des pouvoirs confisqués par la délégation en vue de la réorientation des décisions - pour rester dans le cadre de cet article - en matière d'industrie énergétique, c'est-à-dire en finir avec le centralisme jacobin.

Utopique, cette lutte qui s'avère ainsi partie prenante de celle contre la globalisation, pour la «démondialisation» ? Elle peut s'avérer réaliste si une forte volonté populaire s'exprime.

**J.F., le 11-12-2011.**

**Sources** : notamment le très détaillé dossier du Canard Enchaîné : *«Nucléaire, c'est par où la sortie ?»*; divers communiqués (RSN) ou articles (Le Canard Enchaîné, Le Monde Diplomatique).

*1) On apprend dans les « News de Comidad », organe de presse en ligne italien, que depuis le nomination de M.Monti à la tête du gouvernement italien, le nouveau ministre de l'environnement, Clini, envisagerait une «délégitimation progressive» du referendum, arguant de son engagement dans les énergies alternatives. Le modèle sarkozien fait des émules !*

*2) Quand E. Besson, le ministre de l'Economie affirme que le nucléaire permet de réduire le coût du kwh de 40% , on peut lui rétorquer comme le fait Th. Salomon de «Négawatt» qu' «entre le démantèlement et le prix des nouveaux réacteurs de type EPR, le nucléaire nous coûtera de plus en plus cher, tandis que les coûts du renouvelable ne feront que baisser». Une confirmation : l'estimation la plus optimiste du prix du kwh avec l'EPR est de 60 centimes, alors que le coût actuel avec l'éolien est de 65 c.*

Yvan Avena est notre seul abonné au Brésil. C'est un artiste, auteur de poèmes qu'il illustre. Nous avons publié un de ses poèmes (dans notre numéro 217 - Septembre 2010, disponible en archives sur notre site internet) extrait d'un *«cahier illustré»* intitulé ***«indignation»***, alors que le terme n'était pas encore à la mode...

Yvan Avena nous écrit : «Vos articles sont toujours percutants et sans compromissions, mais parfois très techniques et, disons-le, trop ardus pour être lus par un public populaire, Je continue à penser que, pour faire avancer votre cause et celle des nombreux électeurs, déçus par les hommes (et femmes) politiques, vous devriez donner plus d'importance au culturel (…)» Et, ça tombe bien, il nous envoie un article, «L'art et les artistes» que nous publions ci-dessous... avec d'autant plus d'empressement que l'auteur y aborde aussi des questions très politiques.

# L'art et les artistes

**(par Yvan Avena)**

## Quand l'homme n'est plus un singe

Les premières traces d'art que nous avons découvertes ont plus de 30.000 ans. Des peintures d'animaux sauvages, des impressions de mains et des pierres taillées nous confirment que l'homme n'est plus un singe. L'humanité se révèle par l'art. Pourtant ce sont les élites guerrières primitives qui s'emparent, par la force, du pouvoir et qui le gardent jusqu'à nos jours.

Ces guerriers créent, pour régner et se faire servir, un système vertical de gouvernement qui assure leur pérennité pour eux et leur famille. Mais bien que leur prestige vienne, le plus souvent, de leurs manières de s'imposer par leur cruauté et leur violence, afin d'accroître leur renommée de pouvoir, ils utilisent également le talent des artistes pour décorer leurs palaces, leurs temples et même leurs tombes. C'est ainsi que, des milliers d'années plus tard, nous connaissons mieux les exploits de ces rois guerriers que ceux des artistes qui les immortalisèrent. Jusqu'à la Renaissance, presque toutes les oeuvres d'art étaient anonymes. Les artistes avaient un statut d'ouvriers spécialisés comme les charpentiers ou les maçons.

L'art ancien se caractérise par sa monotonie. Il ne s'agissait pas, alors, de créer de nouvelles formes d'art mais de copier, au plus près, les anciennes. Bien entendu il y a dû y avoir, au départ, un artiste très doué qui créa le style puis d'autres qui le firent évoluer. Mais arrivés à un certain stade de perfection, les clients - c'est à dire les rois, les nobles ou les prêtres - exigeaient la continuité, car elle était aussi l'expression de leur désir de perpétuer leurs privilèges.

Avec la destruction des empires disparurent, aussi, certains styles qui caractérisèrent des époques et des régions du monde pendant des siècles. Les nouveaux occupants du territoire ne tenaient pas à utiliser les mêmes symboles artistiques que ceux des vaincus qu'ils remplaçaient. Les envahisseurs, étant parfois de simples et rustres soldats, qu'on qualifie volontiers de «barbares» car ils n'avaient aucun goût pour l'art, le faste et le raffinement. Ce sont, pour les historiens, des périodes de décadence de l'art officiel établi mais, parfois, le début d'une nouvelle ère de création artistique. Toute l'histoire de l'art est faite de continuité et de brutales ruptures. Si nous nous référons à l'art moderne, il est également le résultat d'une rupture avec l'académisme bourgeois.

## Le retour des invasions barbares

L'art moderne est dit moderne car il renie les manières, les sujets et le style des anciens. L'extrême individualisme de notre époque veut que chaque artiste soit le créateur de sa propre vision de l'art. L'originalité est donc devenue le principal critère de qualité de l'oeuvre. Ce qui caractérise notre civilisation est l'immense diversité de styles. Chaque artiste représente un style particulier. Sans qu'il soit nécessaire de lire sa signature, sur un coin du tableau, on sait reconnaître l'auteur I...

Jusqu'au 19eme siècle les artistes s'efforçaient de faire mieux que les copains. C'est surtout la qualité du métier qui les distinguait. Puis, plus tard, ils s'appliquèrent à faire «autrement». Maintenant que tout a été expérimenté et souvent répété, pour mieux se distinguer des maîtres, les jeunes artistes s'appliquent à nier ce qu'il y avait d'art dans l'art. Puis, pour achever le processus de destruction de ce qui reste de notre civilisation, il y a les critiques d'art de l'avant-garde apolitique pour accompagner et soutenir toutes les nouvelles vagues de l'anti-art. Le naufrage de l'art est non seulement scrupuleusement suivi et encensé dès sa naissance mais, dès sa première présentation publique, il est enregistré, avec nom, date et photo à l'appui dans l'Histoire de l'art moderne.

Le non-art arrive à la perfection quand il n'y a plus d'art car, comme disait Marcel Duchamp : *«Tout est art»*. L'artiste d'aujourd'hui, pour être reconnu, doit savoir utiliser le lance-flammes qui transforme tout art en cendres : c'est ainsi que s'affirme la révolution culturelle nihiliste du capitalisme mondialiste. C'est la contestation abusive du passé qui se charge d'enterrer le futur. Ce qu'on appelle, faussement, le néo-dadaïsme (le dadaïsme était une authentique et courageuse révolte contre la bourgeoisie) devient l'art officiel, l'art des biennales, l'art des «musées d'art contemporain». Ce non-art est accompagné d'un discours sophistiqué, apolitique et soutenu par un marché spéculatif généreusement financé par l'Etat et les patrons d'entreprises privées. Ceci nous prouve, sans ambiguïtés, que cette soit-disant «avant-garde», n'a aucun contenu révolutionnaire.

Entre l'art officiel décadent du 19ème siècle et le nihilisme bourgeois anti-art du 21ème siècle, il existe d'innombrables modes d'expressions artistiques riches en découvertes qui, tout en étant respectueux du public et du métier d'artiste, sont de bonne facture artisanale et, quelques fois, riches en contenu poétique. Alors pourquoi cette immense richesse artistique, sans équivalent dans toute l'histoire de l'art, est-elle occultée par les médias, dévalorisée par le marché de l'art et méprisée par les « experts » ?...

L'art n'est plus au service des puissants. Un portrait cubiste ou même de Van Gogh, malgré son prix exorbitant, ne peut pas mettre en valeur le pouvoir d'un Président de la République. Les œuvres d'art les plus célèbres et les plus cotées sont accrochées dans les musées ou sont cachées dans des coffres-forts. Le pouvoir politique, de nos jours, se mesure aux nombre de soldats, de porte-avions et de fusées intercontinentales que l'on possède. Nous assistons à un retour spectaculaire des invasions barbares. Sous nos apparences civilisés, nos rapports avec les pays plus faibles, sont devenus d'une extrême violence. Mais en quoi pourrait gêner le pouvoir, les oeuvres d'art ?

La destruction ou le pillage des musées pourrait être interprétée, par les observateurs, comme un acte de barbarie ! Souvenez-vous des commentaires désobligeants de la presse lors du pillage du musée d'antiquités de Bagdad ! Le gouvernement nord-américain, pour se disculper, a fait avouer à la directrice du musée qu'elle avait caché, les pièces les plus importantes sous son lit/ pour les protéger des bombardements... (J'exagère à peine !).

## Se méfier des institutions

Par ailleurs tous les artistes créateurs sont également subversifs. J'ai déjà signalé qu'il n'existe pas de grand art conservateur. Tout art est un acte culturel rénovateur, donc gênant pour les élites politiques au pouvoir. Pour être profonde et légitime la culture doit venir du peuple et des artistes et non pas de leur gouvernement. Méfions-nous des institutions officielles comme la DRAC et autres FIAC car elles ne sont pas au service de l'art et des artistes, mais uniquement du pouvoir en place. Peu importe qu'il soit de droite ou de gauche, son seul but c'est de bien contrôler et orienter la création culturelle.

Fort heureusement il n'y pas que l'art reconnu, par le marché des capitales mondiales de l'art, pour nous apporter quelque réconfort esthétique dans notre environnement inondé de publicité commerciale. Des milliers d'artistes, même ignorés par les critiques d'art, par les marchands et par les salons officiels continuent à peindre et à exposer, dans leurs ateliers ou dans les salles municipales, leurs oeuvres. Souvent ils essayent d'imiter - pas toujours de façon très réussie - les maîtres du passé. Fréquemment, les expositions que nous proposent les villes de province sont, en France, d'une médiocrité affligeante (je pense tout particulièrement à notre long séjour dans le Gers !). Mais à qui la faute ? Quelles possibilités ont les animateurs culturels et les artistes, hors de la capitale, de connaître les diverses tendances de l'art de leur époque ? A part « Artension », quelles sont les revues françaises qui nous font découvrir les oeuvres autres que les classiques reconnus ou les avant-gardes officielles ? Où sont les cours d'initiation à l'art moderne pour le public, les enseignants et les élèves des écoles ?

L'art moderne tout en atteignant, dans les ventes aux enchères, des niveaux de prix de dizaines de millions d'euros, reste en France le parent pauvre de la culture. La bourgeoisie, qui n'a toujours pas assimilé le triomphe international de l'impressionnisme, continue à penser que Bouguereau était un bien meilleur peintre que Cézanne. Donc l'art moderne reste, pour une certaine élite sociale française, une perversion des moeurs et du goût de notre époque. Bien que silencieux et en retrait de la vie politique, ils gardent encore tout leur pouvoir sur les grandes orientations de la culture nationale.

## Le grand mystère du succès

Comment être artiste reconnu en 2011 ? Beaucoup d'artistes se posent aujourd'hui cette question, mais personne ne semble connaître la réponse. Je pense que ce n'était pas mieux dans le passé. Quand on sait que ce pauvre Van Gogh n'arrivait pas à vendre ses toiles et que Modigliani échangeait ses dessins contre un cornet de frites, nous pouvons comprendre l'inquiétude des parents quand un de leurs enfants exprime son désir de devenir artiste. L'art est une carrière pleine d'incertitudes. Il ne suffit pas de bien connaître son métier et de l'aimer, il ne suffit pas d'avoir du talent ni même le sens du commerce. Le succès d'un artiste reste un grand mystère. Parfois il peut venir très tôt mais aussi vite disparaître; des fois il n'arrive qu'à l'âge mûr et d'autres après la mort.

Mais on peut aussi se poser la question de comment devenir «galeriste», c'est-à-dire boutiquier d'art, à l'époque des hypermarchés ? Le marché de l'art est aussi devenu une affaire qui, pour être rentable, nécessite d'énormes capitaux. La promotion d'un artiste est comme celle d'une marque : c'est un travail de marketing. Avant la deuxième guerre mondiale, les galeries les plus renommées retenaient les artistes avec des contrats qui leur assuraient des revenus réguliers. C'était souvent une source de conflits. Maintenant les marchands achètent toutes les oeuvres disponibles d'un artiste et se chargent de la promotion et de la vente avec la participation, rétribuée, des critiques, des grosses sociétés de ventes aux enchères et des responsables de musées et de biennales. Etant donné les risques financiers de ce genre d'opérations, les marchands multiplient, généralement, par dix le prix payé à l'artiste pour les tableaux.

C'est dire que les collectionneurs qui achètent les oeuvres de jeunes artistes, avant qu'ils ne deviennent un objet de spéculation pour les marchands, peuvent faire d'excellentes affaires. Mais ne rêvons pas ! Seuls les artistes qui ont un très bon curiculum d'expositions prestigieuses et qui, pour des raisons personnelles, souhaitent se débarrasser du travail de plusieurs années pour une somme importante d'argent sont susceptibles d'être choisis pour ce genre de spéculation. Les artistes concernés savent aussi que, si l'affaire rate, ils ne pourront plus vendre leurs tableaux, devenus trop chers, aux particuliers. Ils ne pourront pas non plus baisser le prix des oeuvres car, les acheteurs-spéculateurs qui auront payé le prix fort, se chargeront immédiatement de les dénoncer dans la presse spécialisée et de détruire, définitivement, leur renommée. Donc ce genre de négoce reste très risqué pour les marchands... mais aussi pour les artistes.

Nous pouvons déduire de cette analyse sommaire que, quel que soit le système politique et culturel en place, le domaine de l'art reste toujours incertain, complexe et souvent faussé par des contraintes qui n'ont guère de rapport avec l'esthétique. De tous temps l'art a été instrumentalisé pour servir les riches et les puissants. Peu d'artistes ont pu s'exprimer librement et néanmoins vivre de leur travail. Peu de collectionneurs achètent des oeuvres d'art sans une arrière pensée de spéculation. Puis, comme nous le disions plus haut, rien n'a été fait - tout au moins en France - pour élever les connaissances et développer la sensibilité du public pour les arts. L'artiste est très seul dans son atelier...et il est entouré de myopes et d'aveugles.

## Toi aussi, tu as des armes

Ce livre, où il est question de poésie, réunit des écrivains (Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo et Nathalie Quintane) qui ont en commun de ne pas trop aimer qu'on les traite de poètes. Leur écriture est hantée par la politique, bien que celle-ci soit rarement le thème dominant de leur travail. Alors, où se loge-t-elle ? Moins dans un style que dans un effort constant pour renouveler la construction, l'agencement et les enjeux du livre, et de ce qui, au-delà même de l'objet livre, poursuit l'analyse critique de nos mondes. La poésie telle qu'ils l'envisagent est une opération pratique, concrète, où l'on ne se raconte pas d'histoires et où l'on pense l'art comme un acte – individuel, certes – mais aussi comme un lieu public – une scène ouverte.

C'est par rapport à une politique ainsi considérée que chacune, chacun des auteurs a exprimé ici sa position personnelle. Si ce livre en persuade quelques-uns de discerner dans la poésie contemporaine une certaine manière, justement décalée, de faire de la politique, il n'aura pas manqué son but.***«Toi aussi, tu as des armes»***. Edition La fabrique. 208 pages. 12 euros. ISBN 978-2-35872-025-0

# « Destruction massive. Géopolitique de la faim »

Grâce au cinéaste genevois Alain Tanner[1] et à Jean Ziegler, j'ai découvert dans les années 70 une «*autre Suisse*», que le virulent sociologue avait qualifiée ironiquement «*d'au-dessus de tout soupçon*»[2]. Celle qui rompt résolument avec les clichés du Matterhorn dressant fièrement ses 4478 mètres dans un ciel d'azur ou de vaches regardant en ruminant passer les trains (de ferroutage ou pas), mais surtout avec la sclérose du consensus droitier.

Depuis cette époque, je n'ai loupé aucun livre du trublion au franc-parler et à la plume acérée. Dans son dernier essai[3]), il vitupère à nouveau contre «*l'ordre cannibale*» que révèlent notamment, de la manière la plus crue, le pillage permanent du Tiers-Monde et le scandale majeur de notre temps: l'assassinat par la faim de trente-six millions d'êtres humains par an (toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans).

Or, rappelle-t-il, l'accès à la nourriture constitue une prérogative inaliénable, gravée dans le marbre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948 à Paris par l'Assemblée générale des Nations Unies où siégeaient les représentants de soixante-quatre pays. Le natif de Thoune, qui officia, de septembre 2000 à mars 2008, auprès de l'instance new-yorkaise précitée, en qualité de premier rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, sait mieux que quiconque combien ce dernier est bafoué quotidiennement. Pourtant, la production agricole mondiale permettrait de satisfaire les besoins vitaux de douze milliards d'individus. Nulle fatalité dans cette dichotomie insensée entre l'abondance des richesses disponibles et la privation des biens les plus élémentaires qui frappe tant de nos semblables! En cause, les orientations ultralibérales de l'Organisation mondiale du Commerce, du Fonds monétaire international et, à un degré moindre, de la Banque mondiale. Les «*plans d'ajustement structurels*» imposés aux gouvernements induisent des coupes drastiques dans les budgets sociaux (santé, éducation, retraites…), déterminent, dans les contrées les plus miséreuses, le type de relations économiques entre les oligarques du Nord et les peuples du Sud, mais également les stratégies élaborées par les trusts du secteur agroalimentaire. Ainsi Cargill, Bunge, le groupe Louis-Dreyfus et les autres «*pieuvres du négoce des matières premières*» engrangent des profits astronomiques sur le blé, le maïs et le riz, cultures vivrières de base, en provoquant l'explosion des prix. Certaines ont diversifié leurs activités en s'impliquant dans les «*biocarburants*», une aberration écologique que le vaillant polémiste considère comme un «*crime contre l'humanité*».

Depuis quelques années, des hedge funds, ces fonds d'investissement spéculatifs, peu transparents et souvent implantés dans des paradis fiscaux (les deux tiers sont domiciliés aux Îles Caïman), ont migré vers le secteur des céréales. Le cours de celles-ci se traite au C.M.E. Group, le plus grand marché de contrats à terme (devises, denrées, énergie, immobilier, jusqu'aux indices ayant trait aux…conditions météorologiques), issu de la fusion, en 2007, du Chicago Mercantile Exchange et du Chicago Board of Trade, qui date de 1848. Jean Ziegler démonte, chiffres et preuves à l'appui, les mécanismes implacables maniés avec un cynisme achevé par les immondes «*prédateurs du capitalisme financier globalisé*», cupides, sans scrupules, ni états d'âme. Mais l'indécrottable optimiste garde foi en une improbable[4] «*insurrection des consciences*».

*1) «La Salamandre» (1971), «Le milieu du monde» (1974), «Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000» (1976), «Messidor» (1978)…*

*2) Le Seuil, avril 1976, 190 pages.*

*3) Le Seuil, octobre 2011, 352 pages, 20 €. Le sous-titre est un hommage au médecin, géographe, enseignant brésilien Josué de Castro (5 septembre 1908 – 24 septembre 1973), qui publia en 1951 un ouvrage éponyme au retentissement planétaire.*

*(4) Selon moi!*

Vous trouverez sur Altermonde-sans-frontières, Bellaciao, Entre les lignes entre les mots, Le Grand Soir, Vive la Révolution !… une recension plus détaillée ainsi que quelques développements afférents à la thématique exposée par l'alerte septuagénaire.

**René HAMM**

# « Sortir du nucléaire, c'est possible ! »

Un des principaux points communs que je perçois chez les signataires de l'accord frelaté du mardi 15 novembre, qui a fait couler, pour presque rien, beaucoup d'encre et de salive : aucun des protagonistes ne se réfère aux analyses du Réseau qui fédère 924 groupes et 56019 membres.

Pour le Parti socialiste, nul motif d'étonnement. La formation de la rue de Solferino entretient invariablement des «*atomes très crochus*»[1] avec le lobby de la fission. Du côté d'Europe Écologie/Les Verts, comment Denis Baupin, Cécile Duflot, Jean-Vincent Placé and co assumeraient-ils la contradiction flagrante entre l'adhésion à un désengagement rapide de la filière et l'acquiescement à un texte formalisant la poursuite du chantier de l'EPR à Flamanville (Manche) et renvoyant aux calendes grecques le débranchement des derniers réacteurs ?

Stéphen Kerckhove et Xavier Rabilloud, les auteurs de l'opuscule susmentionné[2], synthétisent, de manière limpide et didactique, l'essentiel des données afférentes à cette technologie contre-nature, qui entrave depuis au moins cinquante-quatre ans (construction de Chinon A-1) la promotion de solutions alternatives. En quelques traits, ils désagrègent les mensonges officiels, plus énormes qu'une enceinte de confinement. Le kilowatt/heure nucléaire relativement bon marché, nous le devons aux subventions pharaoniques consenties par l'État, à la non prise en compte, dans les tarifs, des provisionnements (du reste nettement insuffisants) pour l'assurance, le démantèlement futur et le stockage des déchets. De surcroît, seuls 33% de l'énergie issue d'un bloc alimentent le réseau des lignes à très haute tension. Pour écouler les surplus, sous l'ère Mitterrand, EDF avait priorisé massivement le chauffage électrique, une absurdité tant économique que thermique. Les deux militants exposent brièvement trois scenarii de sortie: celui, sur vingt-deux ans, de négaWatt, l'échéancier sur vingt ans de Global Chance, et une étude de faisabilité, bien plus ambitieuse, sur cinq ou dix ans. Cette hypothèse suppose toutefois le recours, durant la phase transitoire, aux vecteurs fossiles (une trentaine d'usines à gaz très performantes), 60% pour la projection la plus audacieuse et 30% pour l'extrapolation à moyen terme.

Que l'efficacité et la sobriété énergétiques, couplées au boom volontariste des sources renouvelables, ne nous dispensent pas d'une réflexion sur la notion de «*progrès*» et sur une certaine «*décroissance*», garante de bien-être, de respect de l'humain et des écosystèmes.

*1) ACC d'août 2011.*

*2) Nova Éditions à Paris, septembre 2011, 144 pages, 11 €.*

**René HAMM**

**Jugeant irrecevables les solutions préconisées par les dirigeants de l'UE et le FMI, instituant une véritable guerre sociale face à la Dette, nous avons déjà publié à ce sujet différentes analyses dans nos précédents numéros. Nous vous proposons aujourd'hui un montage de l'article rédigé le 18 novembre par Christine Vanden Daelen membre du CADTM (Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde), dont vous retrouverez l'intégralité (14 pages) dans le site www.cadtm.org).**

# Les femmes sont les véritables créancières de la dette publique

**Pour voler au secours des profiteurs de la dette, les pires mesures d'austérité s'abattent sur les populations d'Europe, pour leur faire payer les effets d'une crise dont elles ne sont en rien responsables. Elles imposent aux plus fragilisées, aux plus pauvres donc majoritairement aux femmes, aux plus vulnérables d'entre elles, les pires régressions sociales, Après avoir exténué les femmes du Sud, les plans d'austérité saigneront celles d'Europe en sabrant leurs droits sociaux, accentuant leur pauvreté, durcissant et aggravant les inégalités entre les sexes et sapant les acquis féministes.**

**En effet, les politiques mises en œuvre par les dirigeants européens sous tutelle du FMI sanctionnent l'émancipation des femmes en instituant une diminution de leurs revenus du travail rémunéré, la casse de la protection sociale, la destruction du service public, la remise en cause du droit du travail et l'augmentation de la fiscalité sur la consommation c-à-d la TVA.**

## Diminution des revenus du travail rémunéré des femmes

Plusieurs facteurs contribuent à la diminution des revenus du travail rémunéré des femmes : leur taux de chômage augmente, leurs salaires et leurs retraites sont réduits et la crise de la dette accentue le phénomène de précarisation de l'emploi féminin en Europe et de perte d'autonomie financière, élément fondamental de toute réelle émancipation des femmes.

## Casse de la protection sociale

Une grande partie des économies imposées au nom de la dette provient des coupes pratiquées dans les prestations sociales dont les femmes sont souvent les principales bénéficiaires par le biais des services sociaux également genrés ; les mesures d'austérité enrayent les politiques familiales des Etats et minent les programmes instaurant l'égalité des genres de sorte que les femmes portent majoritairement le prix de la dette. Les mesures d'austérité mettent en danger les acquis des combats féministes et renforcent les stéréotypes existants de l'homme gagne-pain et de la femme au foyer. Les associations de promotion des femmes sont également dans l'œil du cyclone budgétaire. La dette détériore ainsi en spirale toute politique et processus menant à l'émancipation des femmes en Europe.

## Destruction du service public

Autre mesure concoctée par les gouvernants européens, la destruction des services publics. Elle touche triplement les femmes car elles sont majoritaires dans la fonction publique ; elles sont aussi les premières bénéficiaires des services publics. C'est elles enfin qui devront assurer les tâches de soin et d'éducation délaissées par l'Etat. Elles subissent également de plein fouet les coupes dans le système de santé, celles effectuées dans l'éducation ; quant à la privatisation des services sociaux à la personne, elle sanctionne surtout les femmes migrantes et sans-papiers.

## Remise en cause du droit du travail

Le démantèlement de la législation du travail et la désagrégation du droit syndical constituent une autre mesure d'austérité infligée par les gouvernements européens à leurs populations. Le travail flexible, précaire et informel devient pour les femmes plus la norme que l'exception et les procédures illégales contre elles augmentent, en particulier lorsqu'elles sont enceintes ou après un congé de maternité.

## Augmentation de la fiscalité sur la consommation

Quant à l'augmentation de la fiscalité sur la consommation, sous forme de pourcentage accru de TVA, elle désavantage non pas les riches et les entreprises mais les classes populaires et particulièrement les femmes qui assurent les besoins de base et la nourriture de la famille. Les femmes sont bien aux

premières loges, minées par l'impact psychologique d'une pauvreté s'amplifiant, l'usure engendrée par trop de labeur et le stress induit par l'obligation d'assumer de multiples rôles.

Les plans d'austérité ne sont nullement neutres du point de vue du genre. Bien au contraire, ils sont la cause d'une féminisation de la pauvreté, d'une précarisation de l'emploi féminin, d'une augmentation considérable de la charge de travail gratuit fourni par les femmes pour amortir leurs effets dévastateurs et de plus, ils détruisent les acquis féministes. Or, alors qu'elles en supportent les pires conséquences, les femmes n'ont à payer aucune dette de quelque nature soit-elle. Ce sont elles les véritables créancières au niveau national et international. Elles sont titulaires d'une énorme dette sociale. Sans leur travail gratuit de production, de reproduction et de soins aux personnes, nos sociétés péricliteraient tout simplement !

L'ensemble des régressions sociales imposées aux femmes au nom de la dette démontre combien tout véritable processus émancipatoire implique de lutter contre cette dette qui de concert avec le patriarcat asservit les femmes et les empêche de jouir de leurs droits les plus fondamentaux. C'est pourquoi partout dans le monde, les mouvements féministes travaillent à renforcer leurs convergences. En 2011, a été créée, en Grèce, l'Initiative « Femmes en mouvement contre la dette et les mesures d'austérité ». Ce réseau en construction compte ainsi parvenir à impulser une campagne féministe européenne qui contribuera à faire s'écrouler le « système dette ». Partout où des processus d'audit de la Dette se mettent en œuvre, l'Initiative a comme objectif d'outiller le mouvement féministe pour qu'il puisse les soutenir et y participer activement. Elle témoigne ainsi de la détermination des féministes à se battre contre une dette exclusivement à la solde d'intérêts financiers et à contribuer à l'élaboration d'un nouveau mode de production et de distribution des richesses affranchi du capitalisme et du patriarcat.

**Lire également dans le même site www.cadtm.org : Impact de la crise et de l'austérité sur les femmes : des raisons de s'indigner et se mobiliser. Christiane Marty – 27 novembre 2011 – 13 pages.**

# Pour le Conseil Populaire du 68 : moratoire d'abord, audit si possible.

Dans notre numéro 228 (octobre 2011), nous avons signalé la création d'un Conseil Populaire anti-dette dans l'Est qui a lancé un appel à *«la création de Conseils Populaires locaux pour la récusation des dettes publiques»*.

Un tel «Conseil Populaire» s'est créé à Mulhouse (68) début octobre. Il a pris l'initiative, début novembre, d'interpeller les élus au Conseil Général du Haut-Rhin qui - dette oblige - envisagent pour ces prochaines années de réduire de près de moitié les ressources d'investissement.

«*Le Conseil Populaire du 68 pour l'abolition des dettes publiques»* s'est indigné d'un tel choix qui *«conduit au désastre par l'asphyxie progressive de toute vie sociale, économique et démocratique»* et propose : *«au lieu d'alimenter les spéculateurs et les banques bénéficiaires des remboursements de la dette, utilisons nos impôts pour réaliser des projets d'intérêt général»*. Et demande, pour ce faire, *«un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette et des intérêts de la dette du département 68»* ainsi que *«la création simultanée d'un audit afin que, dans la transparence la plus totale, il soit possible de déterminer si une partie des dettes, et laquelle, peut ou non être remboursée après que les urgences sociales, écologiques et économiques auxquelles le Département doit faire face ont été satisfaites»*.

Pour le Conseil Populaire du 68, les *«urgences sociales, écologiques et économiques»* sont prioritaires. L'audit, qui prendrait beaucoup de temps et pose des problèmes techniques délicats pour un petit groupe militant, est «confié» à priori aux élus qui devront convaincre (en fournissant les données que d'habitude ils cachent soigneusement) que le gavage des banquiers et des spéculateurs est plus important que les objectifs d'intérêt général... Moratoire d'abord, pour ne pas sacrifier ces objectifs. Audit ensuite, si les élus le trouvent nécessaire. Cette démarche, qui n'est pas incompatible avec celle proposée nationalement par *«L'Appel pour un audit citoyen de la dette publique»* est néanmoins plus offensive.

L'interpellation des Conseillers Généraux du Haut-Rhin par le Conseil Populaire du 68 a été publiée quasi intégralement dans le quotidien *«L'Alsace»*(1). Si bien que le vice président du CG, chargé du budget, s'est senti obligé de répondre, deux semaines plus tard, dans le même journal. En se livrant à un exercice d'enfumage et d'autosatisfaction : *«les engagements du Département sont rendus possibles grâce à une gestion saine et vertueuse»*, s'est-il vanté, en se contredisant quelques jours plus tard lors de la séance budgétaire annuelle où il a fait voter diverses régressions sociales et écologiques par sa majorité de droite qui a décidé, par exemple, de mettre fin à la gratuité des transports pour les lycéens de moins de 16 ans. Une «économie» d'environ 300 000 euros désormais payés par les familles; ils vont servir à rembourser quelle banque ?... quel spéculateur ?... La question est aussi posée à l'opposition PS - Ecolo qui, si elle a voté contre ce budget, s'est bien gardée, pour l'instant, de répondre à l'interpellation du Conseil Populaire...

*(1) Les articles de presse parus dans les journaux alsaciens sur ce sujet, ainsi que d'autres documents, sont disponibles sur le site d'A Contre Courant, www.acontrecourant.org, catégorie «dette publique».*

# Presse libre en danger

## (suite, mais pas fin)

Dans les numéros 228 et 229 nous vous avons parlé des menaces qui pèsent sur A Contre Courant du fait de nouvelles exigences de la Poste (mise sous enveloppe ou sous film plastique de tous nos envois).

Nous avons décidé de nous accrocher et de faire paraître le n° 231 fin janvier ou début février 2012. Et peut-être même de faire paraître les numéros suivants !.... Cette décision n'a pas été prise comme ça, sur un coup de tête. On est hargneux, d'accord, mais ça ne suffirait pas. Nous paraîtrons en 2012 grâce aux soutiens d'anciens et de nouveaux lecteurs qui se sont (ré)abonnés ou qui ont «parrainé» de nouveaux abonnés. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés. Les moyens supplémentaires qu'ils nous ont ainsi accordés nous permettront de compenser la probable «sanction» financière que nous infligera la Poste. Merci aussi à toutes celles et à tous ceux qui nous ont écrit pour exprimer leur solidarité et se sont efforcés de faire connaître notre petite revue à ceux qui ne la connaissaient pas encore.

Non seulement on va paraître début 2012, mais on a aussi décidé de contribuer à mobiliser la petite presse, menacée, avant d'éventuellement disparaître. Nous avons pris l'initiative de constituer un collectif («Petite Presse Libre en Danger» (***PPLED***)) avec, au départ, quelques syndicalistes CGT et SUD et une petite revue de la CGT 68.

Vous trouverez ci-contre l'Appel de ce collectif auquel de nombreuses revues ont déjà répondu. Nous comptons à nouveau sur nos lectrices et lecteurs pour qu'ils fassent connaître cet appel aux éditeurs des revues qu'ils connaissent. Une pétition en ligne sous le titre *«la petite presse libre en danger»* http://www.petitionpublique.fr/?pi=PPLED circule. Vous pouvez la signer et la faire circuler en version électronique comme en version papier (dans ce cas, à envoyer à la BP d'ACC à Mulhouse).

D'autres initiatives seront prises. Celles et ceux qui sont intéressé-e-s pourront consulter notre site www.acontrecourant.org (catégorie «presse libre en danger») où nous nous efforçons de mettre en ligne toutes les informations utiles.

## Appel à diffuser largement

**(également disponible sur notre site internet www.acontrecourant.org)**

# La petite presse libre en danger !

On le sait de longue date, la liberté d'expression est un acquis fragile, sans cesse menacé, et de bien diverses manières.

Depuis la Libération, il existe une réglementation des envois postaux de la Presse qui en régit tous les aspects, aussi bien les contraintes techniques que les tarifs d'acheminement. Cette réglementation, bien qu'imparfaite, a eu le mérite de permettre à de nombreuses petites publications d'entretenir la diversité des opinions dans des conditions matérielles acceptables, malgré la modicité de leurs moyens. Cela était possible notamment grâce à la mission de service public de La Poste, qui permettait de pratiquer des tarifs d'acheminement en-dessous du prix de revient.

Or, depuis quelques années, une évolution sournoise et continue rend de plus en plus difficile l'exercice de cette liberté, notamment pour les petites structures aux faibles moyens financiers .et administratifs. Aujourd'hui, à ce stade, la survie de nombre de ces petites publications est en jeu. Encore quelques mois, et si rien n'est fait pour stopper cette évolution dramatique, la diversité d'opinion dans la Presse et la libre circulation des idées, auront vécu.

Voici les dernières mesures en cours d'application ou annoncées à brève échéance par la Direction du Courrier de La Poste :

- Obligation de mettre les revues sous enveloppe ou sous plastique pour continuer à bénéficier du tarif Presse. Celles qui persisteront à mettre sous bande se verront appliquer un tarif beaucoup plus onéreux. Pour l'expéditeur, la mise sous bande est pourtant moins gourmande en matériel et en manipulations, et elle favorise les économies d'énergie, mais La Poste n'en a cure.

- Obligation de porter les envois aux Centres de Tri au lieu du Bureau de Poste le plus proche, ce qui génère des déplacements conséquents pour les expéditeurs, particulièrement en zone rurale.

- Révision des tarifs Presse à la hausse échelonnée jusqu'en 2015 (nouvelle augmentation en janvier 2012).

- Obligation de mentionner le «numéro de tournée facteur» sur l'adresse du destinataire, que la revue doit se procurer à titre onéreux auprès d'un opérateur privé.

- Diverses autres contraintes qu'on ne peut détailler ici, mais qui compliquent fâcheusement la tâche des «clients» que sont devenues les petites revues. On peut résumer en disant que si ça continue dans ce sens, bientôt l'usager devra payer pour avoir le droit d'assurer le service lui-même.

Tout est fait pour compliquer la vie de la Petite Presse Indépendante, qui a souvent choisi de ne pas recourir à la publicité pour maintenir sa liberté d'expression. Toutes ces règles liberticides qui ne disent pas leur nom, s'abritent derrière des prétextes de rationalisation, de recherche de rentabilité, voire de responsabilisation de l'usager. Elles sont édictées par la Commission Tripartite Etat-Presse-Poste, dans laquelle seuls les grands groupes éditoriaux sont représentés, et qui s'appliquent à eux-mêmes des tarifs beaucoup plus avantageux qu'aux petites structures.

Pour stopper cette dérive mortifère, nous demandons que La Poste revienne à des pratiques favorables à l'exercice de la liberté d'expression,

notamment le respect de ses obligations découlant de sa mission de Service Public. Pour cela, nous demandons un moratoire sur toutes les mesures énumérées ci-dessus, l'application immédiate à toutes les petites revues du tarif allégé (dit tarif «ciblé») en vigueur pour la «grande» presse, en attendant une refonte de la CPPAP et de la Commission Tripartite dont la composition et la fonction devront tenir compte de la présence des petites revues dans le paysage médiatique français. Nous demandons également à l'Etat de régler ce qu'il doit à La Poste pour que celle-ci puisse assurer sa mission dans de bonnes conditions financières.

Il est temps pour les petits éditeurs de revues, ainsi que leurs lecteurs et les élus conscients de leurs responsabilités, de réagir fortement en direction de ceux qui prennent ces décisions ou qui sont chargés de les appliquer :

- En vous inscrivant, si vous êtes éditeurs d'une revue, à l'aide du formulaire d'inscription ci-dessous à l'adresse presselibreendanger@gmail.com pour que nous élargissions la base de nos correspondants et donnions davantage de poids à notre démarche face à la Poste et aux grands groupes de presse,
- En signant la pétition en ligne si vous êtes lecteur (ou éditeur)
- En publiant cet appel dans vos revues ou en écrivant des articles s'en inspirant, en le diffusant auprès des revues de votre connaissance pour les informer de ces menaces et les inviter à s'inscrire à l'aide du même bulletin.
- En proposant vous-mêmes des actions qui seront répercutées à l'ensemble des correspondants de la liste.
- Pour accéder au formulaire d'inscription : cliquez ici (ou voir l'encadré ci-dessous)

Lorsque nous serons assurés d'un nombre suffisant de correspondants, nous pourrons interpeller directement La Poste et les pouvoirs publics en notre nom, le Sénat et l'Assemblée Nationale, ainsi que les ministres en charge du dossier et les candidats à l'élection présidentielle, pour porter cette question injustement occultée sur le devant de la scène.

Pour en savoir plus sur les menaces qui pèsent sur la Petite Presse Libre, ou pour accéder à des documents étayant notre propos (notamment un projet de plateforme de revendications que nous vous invitons à améliorer), vous pouvez vous rendre sur le site www.acontrecourant.org (catégorie «presse libre en danger»)

## N'attendons pas que l'irréparable se produise. Unissons-nous ! Réagissons !

## Première ébauche de plateforme de revendications pour la petite presse libre

**Nous invitons tous les éditeurs de presse libre ou tous les lecteurs intéressés à nous faire parvenir des propositions pour améliorer cette première ébauche de plateforme de revendications.**

- Interruption de l'application des accords Etat-Presse-Poste qui ont été élaborés en dehors de toute concertation avec la presse libre et à ses dépens. Pour faire bénéficier, dans un premier temps, toutes les revues inscrites à la CPPAP du tarif allégé appliqué à la presse dite «ciblée» (Presse Information Politique et Générale (PIPG) et Quotidiens à Faibles Ressources Publicitaires QFRP)).

- Retrouver dans un deuxième temps une tarification du niveau de celle mise en place aux lendemains de la Libération en accordant des allègements différenciés, inversement proportionnels à la surface occupée par la publicité, de manière à créer un cercle vertueux libérant progressivement et au moins partiellement la presse de l'oligarchie économique et financière. Et en créant une péréquation allégeant les tarifs pour les publications à faible tirage, de manière à rappeler que la circulation des idées et des informations n'a rien à voir avec la recherche du profit.

- Redonner à la Poste et à ses agents les moyens d'assurer sa mission de service public de diffusion des idées. Cela passe dans l'immédiat par l'arrêt du harcèlement infligé aux petits éditeurs en matière de routage, de présentation et de facturation des envois et, au contraire, par la mise à disposition par la Poste de moyens facilitant ces tâches pour les déposants de petites revues. Cela passe ensuite par l'élargissement progressif de l'activité de la Poste à la diffusion des revues et journaux pour la vente au numéro, de manière à libérer la Presse des contraintes matérielles et financières qu'imposent les entreprises privées qui exercent aujourd'hui cette fonction.

- Redéfinir, en lieu et place des commissions tripartites Etats-Presse-Poste et de la CPPAP, un organisme démocratique qui déterminera les règles qui seront appliquées à toutes les revues qui auront reçu l'agrément de cet organisme.

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Oui, en tant qu'éditeur, je m'inscris sur la liste des correspondants de presselibreeendanger@gmail.com (ou j'envoie ce formulaire à A Contre Courant BP 12123 68060 MULHOUSE Cédex) afin de m'associer au mouvement de défense de la Petite Presse Libre mise à mal par les mesures prises à son encontre par les pouvoirs publics.

Nom de la personne, de l'Association, ou titre de la Revue :

Adresse courriel ou postale :

Le cas échéant, site Internet :

# Rencontres et lectures à contre courant

## Apprendre le travail

*"Je n'en appelle pas à porter attention aux "frémissements d'en bas" avec une sorte de romance, de nostalgie. Nous avons besoin d'une nouvelle façon de penser les classes, laissant derrière nous cette vision d'une opposition entre des blocs homogènes qui se font face comme des armées. Maintenant que nous n'avons plus les garanties offertes par ces structures immuables proposées par le marxisme, l'étude des sentiments de classe et de la production de sens doit être construite empiriquement depuis le bas. Ceci afin de comprendre comment il est possible pour des individus d'affronter de façon imaginative le fait de ne devoir qu'a leur force de travail de ne pas tomber dans une forme de déchéance. C'est a ce prix que l'on comprendra que ce qui s'apparente à une solution dans un lieu social peut être un problème dans un autre."*

***«Apprendre le travail»*** Revue AGONE n° 46, 2011. Coordination Sylvain Laurens & Julian Mischi. 240 pages. 20 euros. Editions Agone, BP 70072, 13192 Marseille cedex 20. http://agone.org

## Castoriadis: critique sociale et émancipation

Ce livre propose une lecture synthétique de l'œuvre de Castoriadis. Plus de 10 ans après sa disparition, Cornelius Castoriadis (1922-1997) reste une figure atypique dans le paysage des gauches critiques. Connu pour ses analyses de la bureaucratie stalinienne, ses contributions réorientant la pensée politique sont largement ignorées. Elles se présentent comme la promotion d'une démocratie radicale, distincte du marxisme traditionnel comme des thèses néolibérales. Résolument anticapitalistes, ses vues originales redéfinissent le social, en incluant sa dimension imaginaire, et permettent de mieux saisir la place de l'individu en son sein. Car l'autonomie, c'est-à-dire la liberté bien comprise dans une double perspective individuelle et collective, constitue pour Castoriadis une question fondamentale. Si la démocratie authentique est la forme adéquate pour la garantie de la liberté, elle n'a rien à voir avec le système oligarchique que nous subissons aujourd'hui. Penser les conditions de l'autonomie revient alors tout à la fois à développer une sévère critique de l'ordre existant et à proposer des voies pour une émancipation repensée. C'est ce à quoi ce petit livre donne accès de manière synthétique et pédagogique.

«***Castoriadis: critique sociale et émancipation***» de Philippe Caumières est paru aux Editions Textuel. 133 pages. 9,90 euros.

## Une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite

Lutte des signes et combat politique se mêlent. L'imagerie de la gauche et de l'extrême gauche occupe aujourd'hui bien plus l'espace public et notre imaginaire que celle des droites. L'image serait-elle par essence émancipatrice ? La droite utilise-t-elle d'autres moyens pour convaincre et mobiliser ? Ce livre montre que sa propagande graphique n'a pourtant jamais cessé. Elle a même été souvent surprenante et explosive ! Campagnes de soutien au général Boulanger, activisme désespéré de l'OAS, multiplication des affiches sous Pétain, tribulations poujadistes, virtuosité visuelle du gaullisme à la Libération, qui sombre dans les pommes de la chiraquie 50 ans plus tard, Front national producteur d'images en tout genre, impact graphique des identitaires aujourd'hui... Ce livre raconte l'histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite en France depuis 1880. Analyser la production graphique et confronter les thématiques de ces courants politiques permet de saisir leur idéologie et de comprendre leur histoire. Quels symboles utilisent-ils ? Quelles valeurs défendent-ils ? Qu'en est-il du racisme et de la xénophobie ? Existe-t-il toujours une imagerie antisémite ? Comment sont représentés la gauche, les femmes, les jeunes ? Laissons parler les petits papiers, en sachant qu'une bonne image ne s'oublie jamais !

***«Une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite»*** de Zvonimir Novak est paru aux Editions de l'Echappée. 302 pages. 29 euros.

## Autonomie !

Dans le numéro de mars 1973 de Rosso, le journal du groupe Gramsci de Milan, les ouvriers des ateliers Mirafiori (Fiat) à Turin racontent que *«tout commence le jour où ils font une assemblée sans les bonzes du syndicat»*. Les défilés dans les usines vont bientôt se faire avec de jeunes ouvriers à leur tête, le visage masqué par un foulard rouge, qui punissent les chefs, les gardiens, les jaunes et les indics, cassent les machines, sabotent les produits finis.

C'est le début d'une période où le langage, les comportements politiques, les formes de vie même sont bouleversés par le mouvement autonome, du nord au sud de l'Italie. L'Autonomie – un communisme *«impur, qui réunit Marx et l'antipsychiatrie, la Commune de Paris et la contre-culture américaine, le dadaïsme et l'insurrectionnalisme, l'opéraïsme et le féminisme»*. Autonomie ne fut jamais, écrit Tarì, le nom d'une organisation : il faudrait toujours se référer aux autonomies, celles des ouvriers, des étudiants, des femmes, des homosexuels, des prisonniers, des enfants, *«de quiconque aurait choisi la voie de la lutte contre le travail et contre l'État, de la sécession avec le fantasme de la société civile et de la subversion de la vie ensemble avec d'autres.»*

Et si le mouvement finit par succomber sous les forces conjuguées de la machine étatique et du Parti communiste, son histoire est celle d'une aventure révolutionnaire dont l'incandescence est plus que jamais actuelle.

***«Autonomie !»*** de Marcello Tarì est paru aux Editions de La Fabrique. 320 pages. 16 euros. ISBN 978-2-35872-024-3

## De l'engagement dans une époque obscure

Une époque obscure : cette époque individualiste et économiste, qui voudrait nous faire croire que chacun de nous est «un petit entrepreneur de soi». Et pourtant, le sujet de l'agir est-il vraiment comme on le croit l'individu (homme politique, chef d'entreprise, consommateur) ? Ni le militant ni l'individu de bonne volonté, ne sont en mesure d'assumer les défis de l'époque. Le sujet de l'agir n'est donc pas l'individu, mais une multiplicité de situations. Miguel Benasayag et Angélique Del Rey nous invitent à comprendre ce qui peut vraiment changer le monde aujourd'hui. Ce qu'ils nous proposent, c'est l'engagement recherche, l'engagement immanent, expression d'un désir vital, qui revendique la lutte radicale, dans ce monde-ci, sans «machines à espoir». Mobilisant des réflexions aussi diverses que celles de La Boétie, Marx, Foucault, Spinoza, Gramsci ; s'appuyant sur des expériences politiques concrètes comme celle des Tupamaros uruguayens, puisant aussi bien ses métaphores explicatives dans le cinéma de David Lean que dans les « lieux communs » du langage quotidien, ce livre est une invitation stimulante à repenser les fondements de nos aliénations et une définition de l'engagement comme acte créateur en soi.

***«De l'engagement dans une époque obscure»*** de Miguel Benasayg et Angélique Del Rey est paru aux Editions Le passager clandestin. 156 pages. 14 euros.

# A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

**...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :**

## Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien**.
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).


**COMITE DE REALISATION**

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER


## BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____


CPPAP n° 0213 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse-CTC



**A CONTRE COURANT**
(service abonnements)
**BP 12123**
**68060 MULHOUSE cedex 2**



Déposé le 23/12/2011

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE


## Sommaire


**Page 1 ..... Edito : La spirale infernale**
**Page 2 et 3 ..... Front uni ou mouvement politique ?**
**Page 4 et 5 ..... Voter est-il encore utile ?**
**Page 6 et 7 ..... Bougie ou lampe à huile ?**
**Page 8 et 9 ..... L'art et les artistes**
**Page 10 ..... Notes de lectures**
**Page 11 et 12 ..... Les femmes sont les véritables créancières de la dette publique**
**Page 12 ..... Le Conseil Populaire du 68**
**Page 13 et 14 ..... Presse libre en danger (suite)**
**Page 15 ..... Rencontres et Lectures**
**Page 16 ..... A nos lectrices et lecteurs**



**ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)**
**et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)**
**ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org**
**Courriel : courrier@acontrecourant.org**



**Impression et Direction de publication :**
**JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo**
**52100 BETTANCOURT-LA-FERREE**